

## TÉMOIGNAGE

## «A l'époque du socialisme»

*Je souhaite, en tant que retraité, apporter ma contribution à votre rubrique. Voilà, je constate, depuis la création de cette rubrique, uniquement les pleurs au sujet de cette frange de la société oubliée, délaissée et je ne sais quoi encore. Personnellement, je ne suis pas entièrement d'accord. Voyez-vous, ces bâtisseurs comme vous les qualifiez n'étaient pas tous ce que vous pensez.*

*Voilà je vous apporte mon témoignage.*

**A** l'époque du socialisme, cette frange était jeune et pleine d'énergie et j'étais parmi eux. J'étais responsable syndical : je ne les incrimine pas tous mais beaucoup d'entre eux ont commis des erreurs. En ignorant ou en n'ignorant pas ce qu'ils font. Je m'explique : certains travailleurs ont causé des dégâts énormes à leur entreprise cassant des machines uniquement pour avoir un congé.

A ce moment-là, on ne pouvait pas renvoyer les travailleurs. Certains volaient le matériel qui accompagnait l'installation des usines causant ainsi une hémorragie et des dépenses supplémentaires en matière de coût.

Au sujet des cantines, un livre ne suffit pas pour décrire combien cette frange n'a pas préservé les acquis de la classe prolétaire. Certains d'entre eux ont gravi les échelons administratifs ou syndicaux pour ensuite contribuer à la casse de leur entreprise. (SN Sempac, Sonic, Sonaghter, SNTV, Sonatiba, etc.) et la liste est longue. Certaines de ces entreprises ont acquis un savoir-faire extraordinaire dans leur domaine, à telle enseigne que nous pouvions avoir un pied en Afrique et en Asie. Je n'omettrais pas de vous souligner que des cabinets noirs sous Boumediene



Photo : D.A.

et sous Chadli travaillaient d'arche-pied pour faire échouer cette réussite, pour laisser tourner les usines européennes et surtout françaises, et dans tout cela cette frange qui est maintenant retraitée n'a pas su déjouer cette gigantesque fourberie et c'est de leur responsabilité.

Vous n'imaginez pas ma fierté à l'époque où les tracteurs de la Sonacome descendaient dans les marchés de Roumanie, de Hongrie, de Bulgarie, etc.

On supplantait à ce moment les Français, les Allemands et les Italiens. Une fois dans un congrès de l'UGTA, au sujet de la décentralisation, j'ai mis en garde cette direction fantoche contre les conséquences graves pour le

pays : ce sont ces mêmes ouvriers dont on a fermé les usines qui se sont élevés contre moi. Je leur ai cité les exemples de Mitsubishi, General Motors, Total France et beaucoup d'entreprises étrangères, qui, malgré qu'elles soient privées ou publiques, essaient de s'agrandir et de toucher à toutes les technologies pour pérenniser leur existence et faire bénéficier leur pays de leurs richesses à travers les impôts, et contribuer au développement de leur pays. Et nous, qu'est-ce que nous faisons ?

## «Quel ratage immense !»

Nous divisons nos entreprise nationales, après leurs expériences et leur réalisations, en

petites entités microscopiques, pour satisfaire qui un député influent de Sétif, qui un ministre de Mascara ou de je ne sais où, qui un quidam par ci, qui un quidam par là.

Voilà où en sommes-nous arrivés : pour construire une rame de métro, il faut appeler les Français, alors que la SNCFA à l'époque avait acquis un savoir-faire qui faisait rêver n'importe quel groupe français, et je vous parle en connaissance de cause.

Dieu seul sait ce que nous payons à avoir laissé échapper l'occasion pour notre pays de se développer et se hisser au niveau des nations civilisées. Quel ratage immense ! Les larmes me viennent aux yeux lorsque je me

remémore ces années-là.

Une fois lors d'une rencontre entre syndicalistes algériens et français, j'ai fait la connaissance d'un Français syndicaliste et adhérent au parti socialiste français de Mitterrand. Au bout d'un marathon de discussions, j'ai pressenti ses objectifs pour les nations musulmanes et son hypocrisie à nous donner cette langue mielleuse dont les Occidentaux excellent.

Je lui ai dit vertement que moi je préfère que Mohamed, Aïssa, Lakhdar, Farouk, etc., vivent bien. Et que les Jacques, Georges, Paul ou Pierre : c'est eux qui crèvent la faim. Cela ne lui a pas plu et nous avons rompu. Depuis cette date (1982), je ne l'ai plus revu. Je voulais à travers cette contribution vous signifier que cette frange était blâmable pour la responsabilité collective dans le désastre que nous subissons maintenant.

Cela nous apprendra à l'avenir que si nous voulons construire un pays sans la solidarité pleine et entière des enfants de ce pays, ce n'est pas la peine de parler de quoi que ce soit, toute autre chose en dehors de la solidarité entre le peuple (riche ou pauvre, grand ou petit, etc.) n'est que verbiage et perte de temps. Salutations fraternelles.

**B. Lakhdar, Bordj-Bou-Arréridj**

## La Cnav française conteste des fraudes présumées aux retraites versées à des Algériens

La Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) française a contesté, jeudi 9 juin, des «remarques» de la Cour des comptes française sur de prétendues fraudes aux retraites versées par la caisse française à des retraités algériens ayant travaillé en France. En 2010, la présidente d'une chambre de la Cour des Comptes française avait fait état d'«une proportion de centenaires qui paraît étrange» en Algérie, à la suite d'anomalies constatées dans le versement de pensions de retraites françaises à des retraités algériens décédés.

Ces remarques de la Cour des Comptes étaient fondées sur un contrôle effectué en 2007 à Mérouana, dans les Aurès où sur 111 retraités touchant une pension française, 8 continuaient à percevoir leur pension tout en étant décédés.

Cette anomalie a donné naissance à tout un battage médiatique sur Internet au sujet de «retraités immortels» dont les proches en Algérie étaient ainsi accusés de flouer la caisse de retraite française. «De la réalité des chiffres très sincèrement, on ne peut pas induire qu'il y ait une fraude majeure ou une sous-estimation majeure des décès en Algérie», a déclaré à la presse le directeur gé-

ral de la Cnav, Pierre Mayeur, qui faisait le point sur les fraudes aux retraites en 2010 en France et à l'étranger. Fin 2010, 539 centenaires algériens touchaient une pension française sur un total de 443 121 retraités, soit 0,12%, selon la Cnav, tandis que 123 décès de centenaires ont été déclarés. «Il y a eu un «buzz» qui a une force de pénétration importante», a constaté M. Mayeur qui a mis en cause la Cour des Comptes.

«Il y a des phrases qui ont été dites et des phrases écrites qui me paraissent avoir été rapidement dites ou écrites, ça c'est clair», a déclaré le directeur de la Cnav. Les contrôles seront néanmoins renforcés en Algérie, où est versée la plus grande proportion de retraites françaises à l'étranger (36%). Contrairement à la France où les décès de retraités lui sont communiqués directement par les services statistiques, la Cnav est informée des décès de pensionnés à l'étranger par le retour de «certificats de vie et d'existence», envoyés régulièrement aux retraités qui doivent les faire valider par les autorités locales.

Si les certificats ne sont pas renvoyés dans un délai de deux mois, le versement de la pension est suspendu.

**LSR**

## MANIFESTATION DU 15 JUIN DEVANT LE SIÈGE DE L'UGTA À ALGER

### La FNTR a franchi le pas dans la contestation

Après que les troupes locales de la FNTR — un peu partout en Algérie —, aient multiplié ces derniers mois les rassemblements et les manifestations de rue, c'est au tour de la FNTR — direction nationale — de franchir le pas dans la contestation.

Et quelle surprise ce mercredi 15 juin à Alger, devant le siège central de l'UGTA à la place du 1<sup>er</sup>-Mai : du jamais vu, des milliers de retraités ont répondu à l'appel ! Peu importe d'où venait l'appel, à partir du moment où il venait en écho aux revendications de la majorité des retraités pour un meilleur pouvoir d'achat et pour de meilleures conditions de vie. «Nous ne pouvons plus vivre avec nos pensions actuelles.

La vie est de plus en plus chère. Rien que les prix des produits alimentaires sont en hausse continue. Certains sont hors de portée. Mais nos retraites ont très peu évolué», fulmine Mohamed, 77 ans. Comme lui, les milliers de retraités venus exprimer leur colère à la Centrale syndicale réclament

haut et fort un «système évolutif» de leurs pensions afin qu'ils ne subissent plus les conséquences de l'inflation.

Forts du soutien de leur fédération (FNTR), ils appellent le président de la République à intervenir. «Dans ce panorama qui comporte beaucoup d'inquiétudes, le système de protection sociale algérien a montré ses limites à atténuer les effets de la crise.

Il n'a amorti que faiblement les conséquences sur les ménages en général et sur la frange des retraités en particulier», relève la FNTR qui met en relief «l'absence de maîtrise du pouvoir d'achat de la population». Les nouvelles hausses des salaires, attribuées avec effet rétroactif depuis 2008, viendront renflouer, grâce à un surplus de cotisations sociales, les caisses de la Sécurité sociale en général et celles de la CNR en particulier, argue la FNTR dans un rapport sur la nécessaire augmentation des pensions et allocations de retraite. Les retraités soulignent le grand

écart qui existe entre les revenus perçus par les travailleurs salariés et les retraités.

«A titre comparatif, un veilleur de nuit d'une agence Cnas perçoit actuellement un salaire net de 41 000 DA, tandis qu'un cadre moyen d'une société nationale percevait en 1997, avant la retraite, un salaire net de 20 000 DA.

Le constat est simple : l'évolution des pensions n'a pas suivi celle des salaires. Sait-on que ces retraités sont sortis, à l'époque, avec des salaires de base supérieurs à 5 fois le SNMG qui était alors de 4 000 DA ?» s'interroge la FNTR. Comparés au SNMG actuel, la moyenne des pensions actuelles des retraités ne représente même pas deux fois le salaire minimum garanti.

Ainsi, les retraités, qui n'en sont pas à leur première action de protestation, réclament une augmentation de 80 %. Pour eux, il ne faut plus qu'il y ait des pensions de retraite inférieures à 25 000DA.

**LSR**